



POUR UN HÔPITAL PLUS VERT :
INTÉGRATION DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE DANS LA FORMATION
ET LES ÉTABLISSEMENTS DE SOINS

CONTRIBUTION





Tables des matières :

| | |
|--|-----------|
| I. Présentation de la FNESI | 2 |
| II. Avant Propos | 3 |
| III. Contexte et enjeux de la Transition Écologique | 4 |
| IV. Agir dès la formation | 9 |
| V. Infirmier·ère, un métier dans une dynamique de Transition Écologique | 12 |
| VI. La Recherche dans tout ça ? | 14 |
| VII. Conclusion | 16 |



I. Présentation de la FNESI

La FNESI est une association de loi 1901 qui agit indépendamment de tout parti politique, de toute confession religieuse et de tout syndicat. Elle a été créée en octobre 2000 pour répondre au manque de représentation des étudiant·e·s infirmier·ère·s dans le cadre de leur formation.

Les membres fondateurs de la FNESI ont coordonné les différents mouvements régionaux existants et ont permis le rassemblement de plus de 15 000 étudiant·e·s dans les rues de Paris, le 23 octobre 2000. Cette manifestation a permis l'ouverture de négociations avec le Ministère de l'Emploi et des Solidarités. Ceci aboutissant, par la suite, à la signature d'un protocole d'accords visant à mieux reconnaître le statut de l'étudiant·e en soins infirmiers mais permettant également d'améliorer sa formation, ses conditions de vie et d'études.

Depuis, la FNESI est reconnue comme seule structure représentative des 100.000 étudiant·e·s en sciences infirmières de France. À ce titre, elle défend les intérêts matériels et moraux tant collectifs qu'individuels, des étudiant·e·s infirmier·ère·s et exprime leurs positions sur tous sujets les concernant.

Notre structure représente tou·te·s les Étudiant·e·s en Sciences Infirmières (ESI) auprès des ministères des tutelles de la formation mais également auprès des partenaires et institutionnel·le·s impliqué·e·s dans celle-ci, notamment les collectivités territoriales.

La FNESI porte une réflexion continue sur la nature et l'organisation de la formation en sciences infirmières, sur la profession d'infirmier·ère et plus largement sur les problématiques de santé. C'est par celle-ci qu'elle a toujours su être force de propositions et porter une vision d'avenir sur la société.

Depuis octobre 2021, elle devient ainsi la Fédération Nationale des Étudiant·e·s en Sciences Infirmières, s'inscrivant ainsi dans une démarche proactive de reconnaissance de la filière comme une filière universitaire et reconnue pour son expertise, son savoir faire et savoir être.



II. Avant Propos

Aujourd'hui le consensus scientifique affirme que les activités humaines sont la principale cause du dérèglement climatique que nous subissons. Malgré les projections catastrophiques réalisées par le Groupe d'Experts Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat (GIEC), les actions menées sont loin d'être suffisantes.

L'humanité est à l'aube d'une période critique pour sa survie. Il est urgent d'agir concrètement pour en sortir. Depuis octobre 2023, un poste au Bureau National de la FNESI ainsi qu'une commission spécialisée d'étudiant·e·s est entièrement dédié à la Transition Écologique, Ce pas en avant doit être concrétisé afin d'enclencher des actions concrètes. Les pratiques professionnelles actuelles sont peu soucieuses de l'aspect écologique. En intégrant l'écologie directement à la source des pratiques que nous pourrons répondre aux enjeux de demain. C'est pourquoi la FNESI a pris la décision de se positionner sur une thématique telle que celle-ci car c'est une thématique mondiale et globale bien au delà de juste notre formation ou de la profession infirmière. Par ailleurs, il ne faut pas oublier que les étudiant·e·s infirmier·ère·s sont les futur·e·s professionnel·le·s de demain, mais également le futur de la société.

De plus ce positionnement a pour but de faire un constat supplémentaire du rôle de l'hôpital dans le dérèglement climatique, mais aussi faire preuve de solution concrète pour essayer de la réduire, et ce, dès la formation des étudiant·e·s. Il est nécessaire de revoir nos soins et nos pratiques pour que l'hôpital puisse être aussi respectueux des patient·e·s que de l'environnement tout en gardant une qualité de soins optimale.

Il est donc important de revoir le fonctionnement du système de santé, d'agir et de soigner dans une démarche de développement durable, et de permettre aux patient·e·s, ainsi qu'à la planète d'être en meilleure santé. Les changements à mettre en place et la sensibilisation autour de la Transition Écologique en milieu sanitaire mais également dans les structures medico-sociale et ambulatoire, sont des sujets à aborder auprès des professionnel·le·s dès leurs entrées en formations.



III. Contexte et enjeux de la Transition Écologique

Le secteur de la santé est primordial à la société. Il concerne 2.5 millions de personnes¹, soit 9% de l'emploi² en France. Dans les années à venir, il sera amené à faire face aux répercussions du changement climatique en matière de santé. Aujourd'hui, son système engendre entre 40 et 61 MtCO₂eq³, soit entre 6,6 et 10% de l'empreinte carbone de la France⁴... Ainsi, de part son fonctionnement, la Santé aggrave les changements climatiques. Ces changements seront à leur tour responsables de pathologies. En effet selon Santé Publique France, la pollution de l'air en France serait à l'origine de 40 000⁵ décès par an. Il est donc vital pour l'environnement et nos patients de changer les pratiques de soins.

La santé dépend de trois piliers accentuant les émissions de gaz à effet de serre. Le premier est la connexion entre la santé et les énergies fossiles permettant son fonctionnement. Le deuxième correspond aux flux physiques de longues distances des différentes thérapeutiques. Enfin, le troisième concerne l'alimentation des patient·e·s.

Concernant le premier pilier, il est plus que notable que les professionnel·le·s de santé (et leurs pratiques) créent de nombreux déchets liés aux pratiques. Il est bien connu que les équipements de soin, comme les compresses, tubulures, perfusions, entre autres, sont suremballées ou pas emballés adéquatement. Les compresses par exemple sont parfois emballées par 5, mais lorsque nous en avons besoin que d'une ou deux nous devons jeter le reste du paquet par respect de l'asepsie. De plus, tous ces déchets ne sont quasiment jamais recyclés. Il est très rare de voir dans un hôpital des bacs de tri pour les déchets. Dans la plupart des hôpitaux, les déchets sont tous jetés ensemble : carton, papier, emballage, plastique et plus encore. Tous sont envoyés à l'incinération malgré le fait que nous savons que le recyclage des déchets est un levier majeur. Aussi, l'hôpital engendre de nombreuses consommations d'énergies fossiles, de part le fonctionnement primaire des

¹ rapport shift project avril 2023

² rapport shift project avril 2023

³ Millions de tonnes équivalent CO₂

⁴ Rapport du Shift Project avril 2023 - <https://urlz.fr/IRpB>

⁵ Santé Publique France - [Air et santé : risques pour la santé – Santé publique France \(santepubliquefrance.fr\)](https://www.santepubliquefrance.fr)



bâtiments et des équipements : chauffage des bâtiments, eau chaude sanitaire, activité des IRM, scanners, appareils radiographiques etc.

Les services de soins se retrouvent à faire des commandes de plus en plus fréquemment, car la problématique du matériel manquant ne peut pas se résoudre si l'emballage et le tri des déchets n'est pas revu. Commander fréquemment implique alors de produire plus de produit, et donc de rajouter un facteur polluant à l'addition.

La **FNESI soutient** les **initiatives de mise en place de tri** dans les **services hospitaliers** et une mise à jour des pratiques de soins dans l'optique d'être plus respectueux de l'environnement.

Un autre problème majeur que nous pouvons retrouver avec les déchets, est l'utilisation de produits conformes aux soins dans les établissements de formation. En effet, la plupart des étudiant·e·s se retrouvent en travaux pratiques avec du matériel qui pourrait être utilisé en service. Mais alors que l'heure est au recyclage et à la réutilisation, pourquoi ne pas apprendre nos pratiques avec du matériel qui soit encore intact mais dont les dates ne conviendraient plus aux services. Une solution possible serait que le centre hospitalier de rattachement fournisse les produits périmés à ce dernier pour éviter de les jeter et de les gâcher.

La **FNESI** demande que des **conventions se mettent en place entre les centres hospitaliers et les établissements de formation** rattachés pour **utiliser le matériel inadéquate aux soins en services**, mais **utiles** pour les **travaux pratiques** de la formation

Le deuxième pilier aborde le parcours du médicament. Son transport est un des exemples des flux physiques de longues distances. En effet, 80%⁶ des principes actifs des médicaments du monde sont produits en Chine ou en Inde. Le déplacement de ces molécules jusqu'à nos établissements de santé a un coût financier et un impact carbone

⁶ Agence Européenne des médicaments - <https://urlz.fr/IRpo>



significatif. Par ailleurs, les déplacements des patient·e·s et du personnel·le·s de santé pour venir jusqu'à l'hôpital compte pour 6,5 MtCO₂eq.

La **FNESI** souhaite une **relocalisation de la production** des **principes actifs** essentiels, et **décarboner leurs processus de fabrication**.

De plus, la **FNESI** souhaite que la **réduction de la quantité de médicaments non utilisés** soit une **préoccupation majeure** des **acteur·rice·s de la santé**.

Ensuite, l'alimentation des patient·e·s et des professionnel·le·s de santé (self) est encore trop carné. Aujourd'hui, nous savons que l'élevage intensif des animaux⁷ (bovins, moutons, porc, poule) pose également des problèmes sur le climat. Les animaux en élevage intensif mangent des céréales apportées par les agriculteur·rice·s, puisque les bêtes ne pâturent pas. Ces céréales sont produites dans un monde agricole utilisant des pesticides et en détruisant des forêts pour avoir toujours plus de terres cultivables. Il y a aussi une solution à mettre en place avec les compositions de repas. En effet, on sait depuis quelques années qu'il existe des alternatives nutritives à la viande, mais on connaît également l'impact minime que le circuit court peut avoir. Il serait donc intéressant de voir avec les diététicien·ne·s pour donner des conseils nutritionnels qui soit respectueux de l'environnement.

Le sujet de l'alimentation à l'hôpital est alarmant. Tous les déchets produits lors de chaque repas sont jetés, les plats ne sont pas très souvent gardés pour les équipes, ou du moins cela n'est pas autorisé. La possibilité que les soignant·e·s puissent avoir accès et se servir dans les plats non servis aux patient·e·s pourrait être une solution contre ce gaspillage.

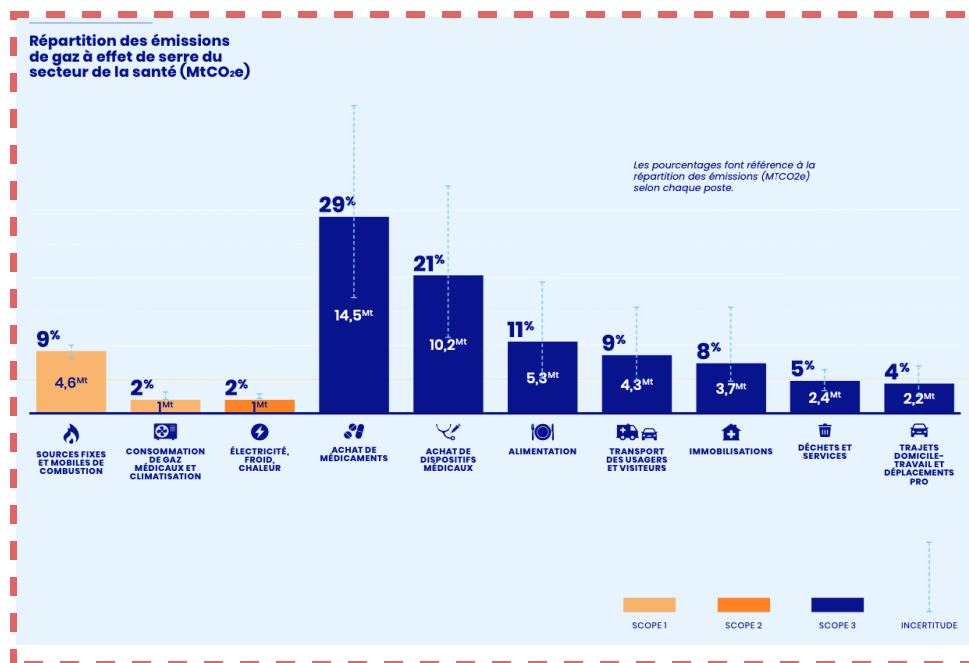
En dehors de cette solution, il en existe d'autres. En effet, certains établissements publics comme des lycées produisent une partie de leur énergie grâce aux déchets alimentaires. Le processus est simple : la méthanisation. Cette technologie respectueuse de l'environnement, permet de valoriser les déchets organiques en produisant de l'énergie

⁷ Greenpeace - <https://www.greenpeace.fr/elevage/>

renouvelable et des nutriments pour l'agriculture. En parallèle, cela réduit les émissions de gaz à effet de serre et minimise la production de déchets.

La **FNESI** demande l'ouverture de **groupe de travail**, avec les acteur·rice·s de la santé et de la Transition Écologique pour mettre en place des méthaniseurs en place pour les **groupements hospitaliers**.

The Shift Project dans leur synthèse du rapport *Décarbonons la santé pour soigner durablement* de 2023 présente un graphique montrant la répartition des émissions de gaz à effet de serre du secteur de la santé en MtCO₂e.



Répartition des émissions de gaz à effet de serre du secteur de la santé issu du rapport du Shift Project "Décarbonons la santé pour soigner durablement", 2023



Jusqu'à présent nous avons observé les postes d'émissions de gaz à effet de serre du secteur de la santé sans traiter de quelles structures étaient les plus émettrices. Ainsi, les établissements hospitaliers sont les acteur·rice·s produisant le plus d'émissions de gaz à effet de serre du secteur de la santé. Les hôpitaux sont responsables de 38% des émissions de gaz à effet de serre suivis par la médecine de ville (23%), puis les établissements et services pour personnes âgées (21%), les établissements et services pour enfants et adultes en situation de handicap (17%) et enfin les administrations et complémentaires santé (1%).

La difficulté du secteur de la santé est l'interdépendance à d'autres secteurs pour se décarboner. Pour l'exemple de l'alimentation, le secteur de l'agriculture assure la restauration collective et les repas des patient·e·s de l'hôpital.

La baisse des émissions de gaz à effet de serre du secteur de la santé a un double enjeu. Le premier est de préserver le système de santé en France malgré cette crise climatique et la raréfaction des ressources. La deuxième est de ne pas accélérer le dérèglement climatique qui va impacter et mettre sous tension le système de santé comme nous l'avons connu avec la pandémie de Covid.

IV. Agir dès la formation

Il est primordial d'éduquer et sensibiliser à la transition écologique dès le début de la formation et de l'intégrer dans les contenus pédagogiques. Cette intégration au sein de la formation a pour objectif que des actions concrètes et des habitudes de soins soient adoptées par les étudiant·e·s dès le début de leur vie professionnelle. Les étudiant·e·s en sciences infirmières ont un rôle important à jouer dans la transition écologique. En faisant évoluer les pratiques professionnelles, mais aussi par un rôle de sensibilisation auprès des populations.

On peut notamment se pencher sur le lancement en 2023 du "Module Pédagogique de Médecine et Santé Environnementale" en formation médecine qui intègre la TE dans l'apprentissage des étudiant·e·s en médecine. On peut envisager que ce module s'étende à l'avenir à d'autres professions, et en particulier la profession infirmière.



Cependant l'étude nationale réalisé par Marine Sarfati pour Shift Project⁸ sur les étudiant·e·s en santé montre une inadéquation entre les attendus des étudiant·e·s et ce qui existe. En effet, 84% des étudiant·e·s interrogé·e·s pensent que les enjeux climatiques devraient être enseignés durant leurs études. Aujourd'hui, l'étude permet de quantifier en moyenne le volume horaire de cours sur les enjeux climatiques à 0,4%⁹ de la formation totale dans les universités présentant des enseignements sur le sujet. Marine Sarfati conclut qu'il existe un décalage entre la forte demande de la part des étudiant·e·s en santé d'avoir des enseignements sur les enjeux environnementaux et l'offre de cours peu développée.

La **FNESI** demande, dans le cadre des **travaux de la réingénierie du référentiel**, l'**intégration de la transition écologique**, à travers les différents Unité d'Enseignement qui composent notre formation.

L'accès à cette UE peut aussi se faire par une **Intégration Universitaire** de la formation que la **FNESI** demande depuis plusieurs années, afin qu'elle soit réalisée en interprofessionnalité.

Cependant, comment former des étudiant·e·s quand les cadres formateur·rice·s ne sont eux même pas sensibilisé·e·s à cette thématique ? Pourtant, c'est dès ce moment que les formateur·rice·s devraient pouvoir nous parler de cette problématique. Aujourd'hui, hormis les étudiants et formateurs s'intéressant à cette thématique, peu d'entre eux ont acquis les compétences nécessaires pour former et sensibiliser leurs pairs.

Pourtant plusieurs outils sont disponibles pour répondre à cette thématique. En effet, il y a possibilité de revoir la formation de cadre formateur·rice pour ajouter une partie sur la santé environnementale, et ainsi qu'ils soient en mesure de dispenser cette unité d'enseignement dans les établissements de formation.

Un autre outil que nous voyons apparaître de plus en plus : les rentrées climats. Ces rentrées ont pour but de sensibiliser les nouveaux·elles étudiant·e·s sur les thématiques de santé environnementale avec des outils comme la Fresque du Climat. C'est par exemple le cas dans l'Institut de Formation en Soins Infirmiers de Brumath, dans le Grand-Est, ou les

⁸ Rapport shift project 2023 - Formation initiale

⁹ Rapport shift project 2023 - Formation initiale forme quantitative



étudiant·e·s en 2^{ème} année accueillent les étudiant·e·s en 1^{ère} année autour d'ateliers de sensibilisation. Ces rentrées permettent aussi de mettre en valeur l'engagement étudiant.

La **FNESI** demande que la **formation** de cadre formateur·rice soit **complétée d'un module sur la santé environnementale**.

La **FNESI** désire également que **les rentrées climats** soient **mises en place** dans tous les **établissements de formations** afin de **sensibiliser l'ensemble des étudiant·e·s**.

Dans le cadre de la valorisation de l'engagement étudiant, la **FNESI** demande également que **l'engagement étudiant** soit reconnu via la **participation aux rentrées climats**.

Nous savons également que l'industrie du textile est extrêmement impliquée dans le processus de dérèglement climatique. En effet, l'industrie du textile est responsable d'un 10^{ème} des émissions totales des gaz à effet de serre (GES)¹⁰. Les tenues des professionnel·le·s sont en très grande majorité constituées de coton et de polyester, deux textiles extrêmement polluant à la production. En effet, l'un demande 2500 à 3000 L d'eau pour 250g de coton, l'autre nécessite l'utilisation de pétrole importé de l'étrangers et extrait des océans. L'hôpital est étroitement lié à cette industrie, en effet les professionnels de santé doivent porter des tenues adaptées à leurs pratiques. Pourtant, malgré ce constat, les hôpitaux se retrouvent avec énormément de tenues, et cette production continue dès l'entrée en formation. En effet, malgré **l'instruction du 2 septembre 2020** sur l'attention particulière des établissements portée sur la fourniture des tenues et leur entretien, nous constatons qu'à la rentrée 2022, 27%¹¹ des établissements de formation continuent de demander aux premières années entrant en formation socle infirmière d'acheter leurs tenues.

Respecter cet instruction, en plus d'agir pour le bien-être étudiant et vecteur de lutte contre la précarité étudiante, permettrait d'agir sur l'environnement de manière directe. Dans certains centres hospitaliers, souvent lors de l'embauche estivale, les CH font floquer un certain nombre de tenues pour les professionnel·le·s employé·e·s. Étendre cette mesure à

¹⁰ Climate Seed - <https://urlz.fr/IRpx>

¹¹ Recensement mené par la FNESI en 2023



l'entièreté des centres hospitaliers permettrait de contrôler la production par des commandes au plus juste besoin des professionnels et ainsi limiter la production de textile inutile.

La FNESI dénonce les établissements de formation appliquant encore des frais complémentaires illégaux, et demande qu'un arrêté soit publié dans le but d'encadrer de manière légale ces pratiques.

La FNESI demande également que des réflexions soient menées par les acteurs de l'hôpital public et privé sur l'utilisation des tenues à l'hôpital et sur une possible manière de la réduire.

V. **Infirmier·ère, une profession dans une dynamique de transition écologique**

Les pratiques de soins infirmiers polluent, c'est donc une nécessité de revoir nos soins et leurs conceptions. À petite ou grande échelle, il y a des solutions à chercher, à expérimenter mais surtout à concrétiser. Le temps de l'hôpital soignant et polluant doit être derrière nous.

De plus de plus d'infirmier·ère·s s'intéressent au sujet et développent de nouvelles pratiques plus vertueuses de l'environnement. De ce fait, une réflexion autour du soin et l'éco-conception du soin est alors née. L'objectif est de réfléchir au cycle de vie des matériaux, outils et services, produits pendant un soin. Ainsi, l'éco-conception du soin demande de repenser la conception, la fabrication, l'utilisation et le recyclage des déchets utilisés lors d'un soin.

La FNESI soutient les travaux menés sur l'éco-conception de soins infirmiers. La FNESI demande que ces techniques de soins soient abordées dès le début de la formation.

Les sciences infirmières doivent enclencher cette dynamique de transition écologique.



La profession libérale est également une source majeure de pollution. En effet, ces professionnel·le·s de santé sont amené·e·s à se mobiliser chez chaque personne soignée, donc en allant dans différents villages ou villes et très souvent en voiture. Même si on trouve de plus en plus de professionnel·le·s faisant leur tournées en véhicule électrique ou hybride, la plus grande majorité tourne avec des voitures thermiques. De plus, le *Shift Project* montre que les déplacements professionnels sont la raison de 4% de la pollution du système de santé. Repenser les modes de transports des professionnels libéraux permettraient à coup sûr de réduire les émissions et ainsi agir sur la pollution.

Les problèmes sont que les professionnel·le·s n'ont pas forcément les moyens de se payer une nouvelle voiture électrique ou hybride. Les salaires ne sont pas adaptés aux responsabilités et aux besoins auxquels un·e infirmier·ère libéral·e fait face. Le second problème est l'impossibilité de se déplacer en vélo ou à pied à cause du matériel dont il·elle·s ont besoin pour effectuer les soins.

La **FNESI** demande la mise en place **d'aides gouvernementales** pour une **transition énergétique des véhicules professionnels** des soignant·e·s.

Les personnel·le·s soignant·e·s libéraux·ales font face à une seconde problématique qui est l'élimination des déchets. En effet, comment bien évacuer les déchets quand nous avons certains déchets qui ne peuvent pas être jetés de manière conventionnelle ? Il en est de même pour les professionnels des services hospitaliers : il·elle·s consomment et produisent énormément de déchets.

Il est vrai que quand nous faisons des soins à domicile, nous devons nous adapter au logement et donc des fois consommer plus ou moins de déchets. Cependant, le circuit des déchets reste le même que dans les hôpitaux : on jette tout au même endroit. Mais pourquoi les infirmier·ère·s doivent encore tout jeter au même endroit alors que le recyclage est mis en place dans tout le territoire français depuis les années 90 ? Quelle est la raison pour qu'un des secteurs le plus polluant de France ne puisse pas évoluer et lui aussi essayer de se mettre au vert au même titre que toutes les communes et collectivités de France ?



L'impact du recyclage est fort. En effet, en France le recyclage a permis d'éviter l'émission de 22,5 Mt de CO₂, ce qui équivaut à la totalité des émissions du transport aérien français et à 20% des émissions annuelles du parc automobile français.¹²

Alors pourquoi ne pas mettre en place cette solution dans les hôpitaux français et dans le secteur de la santé en général alors qu'on sait que le recyclage est un réel levier à la réduction des émissions de Gaz à Effet de Serre (GES).

La **FNESI** demande la **mise en place** concrète de **moyens de tri sélectif** dans les **services** de soins, mais aussi permettre aux personnel·le·s libéraux·ales de **trier** leurs **déchets**.

La **FNESI** soutient tous les **centres hospitaliers** ayant déjà pris ces **initiatives**, **vertueuses** pour l'**environnement**.

Dans certains hôpitaux, il existe des comités ou pôles spécialisés Transition Écologique. Cette initiative permettrait aux centres hospitaliers d'avoir des réflexions sur une réduction de leur impact carbone. Ils auraient comme rôle de faire des analyses de pratiques de chaque service/unités de soins et d'ensuite proposer des initiatives écologiques adaptées aux résultats de ces analyses.

VI. Et la recherche dans tout ça ?

Aujourd'hui, la recherche en sciences infirmières joue un rôle essentiel dans la promotion de la transition écologique. En effet, en explorant les interactions complexes entre les soins de santé, l'environnement et la durabilité, les chercheur·euse·s en sciences infirmières contribuent à la compréhension des effets de l'activité humaine sur la santé des individus et de la planète. Ils étudient également les interventions et les pratiques de soins qui minimisent l'empreinte écologique tout en garantissant des soins de qualité.

¹² Economie circulaire - <https://urlz.fr/lRpr>



Cette recherche en sciences infirmières examine entre autres des aspects tels que la gestion des déchets médicaux, l'utilisation efficace des ressources, la réduction des émissions de carbone dans les établissements de soins de santé et la promotion de modes de vie sains et durables. C'est en intégrant les principes de durabilité, dans la pratique infirmière, que la recherche en sciences infirmières joue un rôle clé dans la construction d'un avenir plus écologique et durable pour les soins de santé.

Les recherches en sciences infirmières mettent également en avant les conséquences de l'activité humaine, notamment une augmentation du nombre de personnes souffrant d'asthme et d'allergies. Elles montrent l'importance pour le système de santé de s'inscrire dans une démarche plus durable, en s'appuyant sur des données chiffrées, en ayant connaissance des causes, des conséquences du système actuel et en donnant des pistes d'amélioration.

De plus, la recherche s'appuie sur des témoignages. Ici les infirmier·ère·s sont en première ligne, ce sont les premier·ère·s à observer une chaîne de tri défectueuse en service, un gaspillage de produits, et tout autres faits en inadéquation avec une démarche écologique. Il est donc important de collaborer avec eux·elles, afin d'avoir une vue d'ensemble de la situation actuelle et de travailler ensemble pour que cela change.

La **FNESI** encourage la Recherche en sciences infirmières en rapport avec la transition écologique à l'aide de moyens financiers stables.

VII. Conclusion

Nous l'avons vu, le secteur de la santé a une lourde responsabilité dans la crise climatique amorcée. A ce titre, et comme n'importe quel autre secteur émetteur de GES, il a sa part de responsabilité dans la réduction de son bilan carbone. De plus, les activités humaines et le dérèglement climatiques ont un impact délétère sur la santé humaine: pollution de l'air, pesticides, canicules, qualité et approvisionnement de l'eau. C'est donc une



raison supplémentaire pour engager le secteur de la santé vers une transition écologique respectueuse de la santé et de l'environnement. Agir pour la transition écologique est un moyen d'agir pour l'amélioration de la santé de la population. Malgré l'importance de l'enjeu et l'intérêt des ESI à ce sujet, la transition écologique reste à nos yeux majoritairement sous-investie par les contenus d'enseignement de la formation infirmière.

Par ses prises de position, par la création de la Commission Spécialisée Transition Écologique et par les projets qu'elle porte, la FNESI cherche à sensibiliser les ESI sur les enjeux climatiques et environnementaux, et ainsi mettre la transition écologique au centre des préoccupations des ESI et des professionnel·le·s soignant·e·s.

La FNESI demande la mise en place du tri sélectif dans les services de soins hospitaliers mais également la mise en place pour les professionnel·le·s libéraux·ales

La FNESI demande que l'intégration d'une Unité d'Enseignement sur la santé environnementale soient faites lors des travaux de réingénierie du référentiel de formation

La FNESI demande que les cadres formateur·rice·s soient formé·e·s à sensibiliser les étudiant·e·s sur des thématiques de santé environnementales

La FNESI demande que les techniques de soins soient revues au regard de leurs impacts sur l'environnement tout en gardant les règles d'asepsie

La FNESI demande que les hôpitaux réduisent leurs empreintes carbone au même titre que les autres secteurs émetteurs de GES

La FNESI continue de dénoncer les établissements de formation appliquant encore des frais complémentaires illégaux.

La FNESI demande la création d'une Commission Transition Écologique dans tous les centres hospitaliers du territoire, dans le but d'analyser les pratiques soignant·e·s pour les faire évoluer au regard de l'environnement. Y siègeront la direction et un membre élu, des soignant·e·s, mais également des étudiant·e·s.



CONTACT

EWIN VOLTZENLOGEL

VICE-PRÉSIDENT EN CHARGE DES AFFAIRES INTERNATIONALES

ET DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE



TE@FNESI.ORG



WWW.FNESI.ORG



79 rue Perier - 92120 Montrouge

www.fnesi.org / te@fnesi.org